

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 45 • 8 NOVEMBRE 2019 • CHF 3.-

Rojava: la guerre de la Turquie contre une utopie unique au Moyen-Orient page 5



GE: vote crucial sur l'avenir de l'aéroport de Cointrin le 24 novembre page 3



Des poètes au fil de l'eau font le bonheur des Editions des Sables page 8

Le crépuscule du monde libéral?

MONDE • La récente multiplication des mouvements sociaux à travers la planète est perçue, notamment sur les réseaux sociaux, comme un embrasement global.

Il y a 30 ans jour pour jour, le jeudi 9 novembre 1989, le mur de Berlin tombait, entraînant dans ses gravats la bipolarisation du monde et «l'avènement» de l'idéologie capitaliste. L'été de la même année, Francis Fukuyama, conseiller de Ronald Reagan, publiait un article intitulé *La fin de l'histoire?*. «Nous n'assistons peut-être pas seulement à la fin de la guerre froide, [...] mais la fin de l'histoire en tant que telle, c'est-à-dire le point final de l'évolution idéologique de l'humanité et l'universalisation de la démocratie libérale occidentale comme forme finale du gouvernement humain», y écrivait-il. Pourtant, l'amplification des crises sociales durant la dernière décennie semble tracer une voie différente de celle qui était censée mener à ce «triomphe». En effet, le capitalisme mondialisé et son logiciel libéral, dont la dernière mise à jour lui vaut les préfixes de néo- ou d'ultra, est, depuis les mouvements dits altermondialistes, d'Occupy Wall Street, de la Plaza del Sol ou encore de Nuit debout, de plus en plus contesté dans son hégémonie. Ces contestations qui se généralisent, et grondent maintenant depuis Paris, Santiago, Beyrouth, Quito, Hong Kong, Bagdad et Alger, sont reliées à travers le monde, certes par les réseaux sociaux, mais surtout par des revendications similaires en matière démocratique, économique et sociale, qui pourraient bien annoncer le coucher du soleil libéral.

L'étincelle gilets jaunes

Samedi 16 novembre, de nombreux Français enfilèrent vraisemblablement leur gilet jaune pour célébrer dans les rues le premier anniversaire de la plus grande contestation sociale du pays depuis des décennies. L'étincelle qui a mis le feu aux poudres a été l'augmentation de la taxe sur les carburants qui devait prétendument servir à financer la transition écologique. Le baril, lui, était plein. Mais de quoi? «De la masse extraordinaire de souffrances produites par un tel régime politico-économique [le néolibéralisme]», dont Bourdieu se demandait, en 1998, si elle serait un jour «à l'origine d'un mouvement capable d'arrêter sa course à l'abîme». En tirant la sonnette d'alarme par dizaine de milliers dans les rues de Paris et sur les ronds-points, les gilets jaunes auront réussi à faire retirer la taxe carbone et obtenir quelques «miettes» de mesures sociales. Toutefois, le train des réformes poursuit sa course, parti de la «flexibilisation» du



travail et de l'atomisation des individus face au patronat, vers la diminution des retraites, des allocations sociales et la destruction de «l'Etat providence». Ce train est conduit par l'essence du néolibéralisme telle que la définit Bourdieu, soit «un programme de destructions des structures collectives capables de faire obstacle à la logique du marché pur».

Paradoxalement, cela semble mener à une structuration populaire. Ainsi, rien ne semble éteindre les braises d'un mouvement, qui a certes vu diminuer son nombre dans les rues chaque samedi, mais qui perdure malgré tout dans les esprits, des classes populaires aux classes moyennes.

Le 2 novembre, l'Assemblée des assemblées des gilets jaunes a voté son ralliement à la grève illimitée à partir du 5 décembre, lancée par SUD-Rail avec les agents de la SNCF contre la réforme des retraites. A en croire les réseaux sociaux, il faut s'attendre à ce que la convergence des luttes des cheminots, enseignants, pompiers, retraités, urgentistes, étudiants, écologistes, précaires et autres gilets jaunes, parvienne à faire dérailler le «macronisme». Ce dernier risque de n'avoir d'autre choix que l'escalade de la violence ou la fuite, ne tenant plus que par une répression policière, qui a déjà fait 21 éborgnés, 5 estropiés et des centaines de blessés,

selon l'écrivain et journaliste David Dufresne.

L'Amérique latine en ébullition

Début octobre, au Chili, l'étincelle est venue d'une augmentation du prix du ticket de métro et la mèche a pris par les lycéens, qui ont réagi par la mise en place d'une stratégie de fraudes et de manifestations massives, créant «un chaos». Celui-ci «a visibilisé la rage de la population, principalement à Santiago [...], mais s'est rapidement étendu aux autres régions du pays», déclare un manifestant interrogé par la revue lundi.am. Ici encore, l'idéologie libérale dirige un pays à deux vitesses en matière de santé, d'éducation, d'emploi et de retraites. Importée par les «Chicago boys» et implémentée de force par le dictateur Augusto Pinochet, elle restera aux commandes après sa mort en 2006. Ici encore, elle est contestée. Dans les cortèges, revient le slogan «On ne se bat pas pour 30 pesos, mais contre 30 ans de politique libérale!», souligne Cécile Faliès, maître de conférence en géographie à La Sorbonne, interrogée par *Le Monde*. Ici encore, après avoir promis des mesures sociales qui n'ont pas éteint la contestation, telles que l'augmentation du minimum vieillesse ou une hausse des impôts des plus fortunés, le gouvernement n'a eu d'autre moyen que la répression pour se

maintenir au pouvoir. Il a ainsi décrété un couvre-feu et lâché l'armée dans les rues. A ce jour, le bilan, du gouvernement fait état de plus d'un millier d'arrestations, d'une quinzaine de morts et de centaines de blessés, dont de nombreux par balles.

En Equateur, l'étincelle est partie de la libéralisation du marché des carburants exigée par le Fonds Monétaire International (FMI) en échange du versement de 4.2 milliards de dollars, selon l'ex-président Rafael Correa (*Le Monde diplomatique*). Celle-ci a conduit à la suppression des subventions entraînant une explosion du prix à la pompe, et poussant des milliers d'Équatoriens dans les rues, jusqu'au siège du parlement. Ici, le pouvoir a également opté pour le couvre-feu et la répression militaire, mais aussi pour la fuite. Celle du gouvernement vers la ville de Guayaquil, «sous le contrôle de ces alliés politiques», souligne l'ancien président. L'ampleur du mouvement, amènera finalement, le 13 octobre, le président Lenin Moreno à négocier et trouver un accord avec la Confédération des nationalités indigènes d'Equateur (Conaie), «fer de lance des manifestations». Le bilan final de cette révolte est, selon les chiffres officiels, de 1'340 blessés et 8 morts.



IL FAUT LE DIRE...

Etonnantes confessions...

L'historien canadien, Christopher Dummitt, expert en «gender studies», avoue avoir admis extrapolé des résultats d'enquêtes afin de servir sa propre idéologie. Ces «études de genre» reposent-elles vraiment sur du concret, de l'universel potentiel ou ne sont-elles que de simples constats individuels finement analysés?

Pour rappel, les théories du genre que certains voient comme un «courant de pensée», tendent à devenir dominantes dans bon nombre de cercles militants. Elles mettent notamment en avant que la différence sexuelle n'est pas par elle-même une différence socialement pertinente, que l'assignation à un «genre» est avant tout une «construction», pour ne pas dire une illusion et que, par conséquent, l'émancipation des individus exigerait le rejet des notions même de masculinité et de féminité.

Or, la différence sexuelle constitue une donnée objective qu'il est délicat de nier, alors qu'elle passe pour la principale différence existant entre les humains. De plus, selon une approche marxiste, les aspects idéalistes, mais surtout immatérialistes de cette approche théorique sont troublants.

Mais surtout, s'il s'agit de faire fi des notions de masculinité et de féminité, cela aurait de lourdes conséquences pour tous les combats féministes à mener.

Il est bon d'y réfléchir avant de s'engouer sans réserve pour la dernière tendance dogmatique à la mode venue des Etats-Unis et défendre un «féminisme populaire» et révolutionnaire qui puisse rassembler toutes les travailleuses dans leur combat. Marx déclarait même que «le degré d'émancipation des femmes est la mesure du degré d'émancipation générale atteint par une société»...

Ce mode de pensée fait partie intégrante de l'abandon théorique d'une partie de la gauche de l'universalisme à l'individualisme. Tout serait devenu question de race, religion, sexe, genre, identité alors que la division centrale de notre époque reste pourtant le rapport entre Capital et Travail, impérialisme et peuples opprimés. C'est devenu salubre de ne pas céder à certaines sirènes d'universités dites «progressistes» d'Outre-Atlantique si l'on ambitionne de redonner espoir aux travailleurs/euses et classes populaires, reprendre du terrain à l'extrême-droite, et retrouver le chemin des mobilisations victorieuses.

Luca Schalbetter

Suite en page 6

Une obligation complexe et controversée

SUISSE • Le SECO se félicite de la mise en œuvre de l'obligation d'annonce des postes vacants, tandis que les acteurs de terrain contestent son efficacité.

« Conforme à la loi et efficace ». C'est en ces termes que le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) s'est félicité de la première année de mise en œuvre de l'obligation d'annonce des postes vacants dans un rapport publié le 1^{er} novembre dernier. La mesure serait respectée par les employeurs, bien que beaucoup s'en plaignent - comme en général de toute obligation qui entrave un tant soit peu leur liberté d'entreprendre. La baisse du chômage et de l'immigration, qui était l'effet souhaité par le parlement, semble en revanche nulle. Le rapport a d'ailleurs complètement évacué la question.

Petit rappel historique. Le 9 février 2014, l'initiative de l'UDC «contre l'immigration de masse» était acceptée par 50,3% des votants. Le principe d'un contingentement du nombre d'autorisation de séjour délivrées était ainsi inscrit dans la Constitution suisse. Après d'intenses débats portant sur la manière d'appliquer cet article 121a tout en ne froissant pas l'UE, le Parlement avait finalement adopté en décembre 2016 une loi d'application basée sur la «préférence indigène light» afin de réduire l'immigration et le chômage. Concrètement, cela consistait d'une part à faciliter l'accès à l'emploi pour les personnes relevant du domaine de l'asile et, d'autre part, à introduire une obligation d'annonce aux Offices régionaux de placement (ORP) des postes vacants dans certains genres de professions dont le taux de chômage est supérieur à 8% (5% à partir du 1^{er} janvier 2020). Cette disposition est combinée à un embargo de cinq jours durant lesquels l'employeur ne peut pas publier son offre par d'autres moyens.

200'000 postes annoncés pour 4'800 embauches

Entrée en vigueur en juillet 2018, cette mesure a conduit, selon les chiffres publiés par le SECO, à l'annonce de 200'000 postes aux ORP par les entreprises et les agences de placement privées durant la première année de mise en œuvre. La majorité provient des secteurs de l'hôtellerie/restauration, de la construction et de l'industrie. Les ORP ont de leur côté transmis au total 195'000 dossiers en réponse à ces



La majorité des postes vacants publiés est issue de l'hôtellerie et de la restauration ainsi que du secteur du bâtiment, selon le rapport de la SECO sorti le 1^{er} novembre dernier.

annonces. Le résultat en termes d'emploi est néanmoins fort mince, puisqu'un engagement n'a eu lieu que pour environ 4'800 annonces. « Cette mesure favorise les relations entre les patrons et les ORP, ce qui est positif », commente Aïcha Schutz, permanente à l'Association pour la défense des chômeurs Neuchâtel. « D'un autre côté, c'est un peu la montagne qui accouche d'une souris, avec beaucoup de complications administratives par rapport aux effets concrets sur un monde de l'emploi de plus en plus agressif ».

Même son de cloche du côté de l'Association 50etplus qui lutte contre la discrimination des personnes de plus de 50 ans sur le marché de l'emploi. Pour le trésorier de l'association Eric Battisti, « l'idée n'est pas mauvaise mais ne va pas changer la donne. Les employeurs font l'an-

nonce par obligation puis engagent finalement la personne qu'ils veulent. » Pour améliorer la situation sociale « détestable » des chômeurs de plus de 50 ans, l'association genevoise revendique des mesures concrètes comme des rentes-pont pour les chômeurs âgés, l'interdiction des licenciements de substitution, le nivellement des cotisations et l'obligation de garantir une formation continue dans les entreprises.

Du grain à moudre pour l'UDC?

Le syndicaliste tessinois d'Unia Leonardo Schmid va encore plus loin dans la critique d'une mesure qui, juge-t-il, « ne sert strictement à rien ». Pour lui, « les seules mesures qui auraient un effet sur le dumping salarial et le taux de chômage sont l'introduction d'un salaire minimum, l'abolition du travail précaire et la

diminution du temps de travail ».

A la lecture du rapport du SECO, on peut également douter que l'introduction de l'obligation d'annonce aboutira à une diminution de l'immigration. Du pain béni pour l'UDC, qui pourra continuer à jouer les calimero en se plaignant que la volonté du peuple n'est pas respectée. Ce qui est sûr, c'est que nous voterons prochainement sur une nouvelle initiative du parti d'extrême-droite intitulée « pour une immigration limitée », visant à nouveau à limiter l'immigration et à interdire la conclusion de tout traité international « accordant un régime de libre circulation des personnes ». Pour la contrer, il faudra trouver des arguments plus convaincants que l'obligation d'annonce... ■

Amanda Ioset

Mobilisation dans le parapublic vaudois

« Gagner 3'748 frs brut par mois à 100% n'est pas tolérable. L'ensemble des salaires doivent être augmentés: ceux du personnel soignant et médico-technique, ceux du personnel hôtelier, de l'intendance, de la cuisine et du technique, ceux du social et de l'accompagnement, et ceux du personnel administratif. » A l'appel des syndicats SPP, Syna et Sud, 8'000 salarié.e.s du parapublic de la santé se sont mobilisé.e.s durant la journée du 5 novembre, arborant l'auto-collant « Même patient.e.s = même travail = même salaire » dans une vingtaine d'établissements. En fin d'après-midi, environ 800 travailleur.euse.s œuvrant dans les hôpitaux régionaux, les EMS et/ou les soins à domicile ont manifesté devant le Grand Conseil vaudois.

Les salarié.e.s ont exigé que leur salaire soit aligné sur la convention

collective de l'Hôpital Riviera-Chablais (HRC), aux meilleures conditions. Ils et elles ont demandé que les différentes faïtières patronales octroient l'enveloppe de 13 millions d'ores et déjà garantis par l'Etat. « Le Conseil d'Etat a d'ailleurs confirmé cette entrée en vigueur de la bascule vers la grille salariale de l'Hôpital Riviera-Chablais à partir du 1^{er} septembre 2019 pour les EMS et du 1^{er} janvier 2020 pour les hôpitaux régionaux et les CMS. Depuis, les négociations (avec les faïtières patronales) patinent », explique le SSP dans un communiqué. « Si aucun accord n'est signé d'ici au 4 décembre, le personnel a d'ores et déjà voté un préavis de grève le 5 décembre. A un mois de la grève, plus d'un millier de personnes ont déjà signé le préavis de grève », avertit le SSP. ■

Réd.

Quand Mauro Poggirafe rejoint Baudet!



Comme diraient les pauvres canards qui tentent de concurrencer GaucHebdo: ça tient du scoop. Voilà t'i pas qu'un des plus gros employeurs de Genève Aéroport, dont les mauvaises plumes laissent entendre qu'il œuvrerait à la faveur de Baudet, se trouve lié à un nouveau pataquès. Explications.

L'entreprise DNATArentule est bien connue pour son management de fiente. Rappelez-vous la chronique « Low pay » publié par votre goupil en décembre 2018. On vous y disait qu'une certaine boîte de Cointrin employait 45 pourcent de précaires, payés à l'heure et au lance-poule. C'était elle. Bien. Aujourd'hui on apprend que les précaires en question ont des contrats leur garantissant... zéro heure de travail. Certaines vipères rétorqueront qu'ils ont au moins des contrats. Oui mais voilà: même au pays du « tout patron », ces contrats-là sont illégaux (le travailleur devant savoir sur quel salaire il peut compter).

Or le mois de juin dernier, le syndicat Omnia remettait une jolie pétition à Mauro Poggirafe, Conseiller d'Etat en fonction. Elle était signée par 1'784 laborieux de Cointrin, dont beaucoup turbinant dans la boîte-araignée. Et que demandait d'abord cette pétition? Réponse: des salaires décents et moins d'emplois précaires. On comprend qu'une exigence aussi folle ait laissé de marbre le magistrat. 4 mois plus tard, ce rescapé d'un parti entre-temps disparu semble pleinement satisfait de la situation.

D'où la question: pourquoi une entreprise comme DNATArentule a l'air comme protégée de tous nos élus? Serait-ce qu'après les partis orange, puis jaune et rouge, Poggirafe viserait maintenant celui des bleus? La fin des bourricots (Baudet & cie) donnerait-elle des ailes au girafon? Quoi qu'il

en soit, Cointrin peut continuer son dumping à l'aise: ce ne sont pas ces bêtes d'Etat qui lui feront la leçon.

Pédagogiquement vôtre,

Renart

* Chronique tenue tous les 15 jours par Yves Mugny, auteur de *La Faute au loup* (éd. Cousu Mouche), www.yvesmugny.ch
www.facebook.com/Yves.Mugny

Illustration: maou.ch



Erratum

Dans notre article « NON au massacre de la zone agricole pour des bureaux vides » (GH n°44), nous affirmions que l'Alternative (PS, Verts et Ensemble à Gauche) refusait le projet de déclassement de la zone agricole Pré-du-Stand en zone de développement. Ce n'est cependant pas le cas des socialistes. Ceux-ci approuvent le projet, de même que celui de modification des limites de zone au Crêts au Petit-Saconnex. Ce dernier projet est bien refusé par le PdT, il est cependant accepté par solidaritéS. ■

Pour un tarmac sous contrôle démocratique

GENEVE • Les Genevois devront se prononcer le 24 novembre sur l'avenir de l'aéroport, en choisissant entre une initiative soutenue par la gauche et un contre-projet.

« Les décisions relatives à l'avenir de notre aéroport se prennent dans une tour d'ivoire, entre Berne et Genève. La voix des premiers concernés, les communes et la population de la région, n'est pas entendue et le Grand Conseil lui-même n'a pas voix au chapitre », dénoncent les initiants. Pour pallier ce manque de démocratie, l'initiative « Pour un pilotage démocratique de l'aéroport de Genève », déposée en 2016 par la Coordination régionale pour un aéroport urbain, respectueux de la population et l'environnement (CARPE), entend redonner un contrôle sur l'infrastructure aux autorités cantonales et communales.

Soutenue par l'alternative (PS, Verts et Ensemble à Gauche), le PDC ou nombre de communes riveraines, l'initiative vise deux objectifs. Le premier est la maîtrise du développement de l'aéroport en prenant en compte au même niveau la santé, l'environnement et le rôle de l'aéroport en termes sociaux et économiques. Le texte demande explicitement que l'État prenne des mesures adéquates pour limiter les nuisances, notamment le bruit, les pollutions atmosphériques et les émissions de gaz à effet de serre. « D'après les estimations de l'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC), on comptera à Genève 235'000 mouvements annuels en 2030, soit un avion qui décolle ou atterrit toutes les 90 secondes. L'aéroport sera alors responsable de 40% des émissions d'oxyde d'azote du canton de Genève, contre 20% aujourd'hui », alertent les initiants. Ils estiment qu'aujourd'hui 100'000 personnes sont impactées par les nuisances de l'aéroport. Hasard du calendrier? L'aéroport a



La reprise en main de l'aéroport ménageant la santé de la population et l'environnement est primordiale pour Lisa Mazzone. DR

annoncé le 31 octobre qu'il s'était allié aux compagnies aériennes Swiss et Easyjet pour limiter les nuisances nocturnes, en réduisant les décollages après 22h.

« C'est maintenant que des décisions importantes se prennent, de l'aéroport, notamment avec la mise en place du Plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique (PSIA), adopté par la Confédération en novembre 2018. Celui-ci, comme l'accord entre l'aéroport et les compa-

gnies, prévoit des milliers de décollages et d'atterrissages nocturnes. Pour nous, il est important qu'on inscrive dans la Constitution genevoise une reprise en main de l'aéroport, qui ménage la santé de la population et l'environnement, à un moment où l'enjeu climatique est crucial », explique Lisa Mazzone, présidente de CARPE et conseillère nationale écologiste.

En réaffirmant que l'aéroport est un établissement de droit public, l'autre objectif de l'ini-

tiative est de mettre en place de véritables concertations et contrôles démocratiques. L'initiative stipule que l'aéroport doit rendre compte aux autorités cantonales et communales de la façon dont les objectifs sont planifiés, puis mis en œuvre au regard du cadre et des limites définies par la Confédération. De plus, l'initiative veut que l'aéroport soumette régulièrement au Grand conseil pour approbation un rapport relatif aux actions entreprises et aux principaux objectifs à moyen terme. « Réduire l'avenir de l'aéroport à une question de gestion d'entreprise laissée au seul Conseil d'administration, qui travaille de façon confidentielle, n'est pas acceptable. Cela revient à privilégier un modèle de développement qui se fait aussi au détriment des travailleurs par des emplois low cost », argumente Lisa Mazzone.

Opposée à l'initiative, une majorité du Grand Conseil a approuvé un contre-projet soutenu par le PLR, l'UDC et le MCG en février 2018. Celui-ci réaffirme l'autonomie de l'aéroport de Genève. Il veut qu'une convention d'objectifs soit signée entre le Conseil d'État et l'infrastructure en début de législature. Il demande aussi que l'État « prenne des mesures adéquates pour limiter les nuisances dues au trafic aérien », sans préciser dans quel domaine. « C'est un projet bâclé qui inscrit durablement dans la Constitution la situation insatisfaisante que l'on connaît aujourd'hui. La limitation des nuisances n'est pas fixée comme un but prioritaire face aux desiderata des compagnies aériennes », conclut Lisa Mazzone. ■

Joël Depommier

La droite ne veut pas du salaire minimum

GENEVE • L'Alternative et les syndicats dénoncent l'inertie de la droite refusant cette avancée sociale, de même que la maîtrise des pertes, suite à l'acceptation de la RFFA.

La semaine dernière, le Grand Conseil a décidé de refuser les initiatives « zéro pertes » et « 23 frs, c'est un minimum ». Garde-fou face à la réforme - acceptée par les votants - de la fiscalité des entreprises (RFFA), le premier texte vise à inscrire dans la Constitution genevoise les principes suivants: la nécessité de l'action de l'État en faveur d'une réduction de la concurrence fiscale intercantonale, la préservation du financement des services publics et des prestations à la population, le maintien du niveau des recettes fiscales et le renforcement de la progressivité de l'impôt. « La mise en œuvre de la réforme de la fiscalité des entreprises (RFFA) fait enfler le déficit du canton, qui se monte à près de 600 millions

pour la seule année 2020. Les coupes dans les prestations à la population sont à craindre et ne manqueront pas de se déployer ces prochaines années si rien n'est fait. Dans ce contexte, il est indispensable d'inscrire dans la Constitution le principe de la préservation du financement des services publics et des prestations à la population », relèvent l'Alternative (Socialistes, Ensemble à gauche, les Verts) et les syndicats dans un communiqué.

La deuxième initiative lancée par les syndicats et les partis de l'Alternative déposée en 2018, vise à lutter contre la précarité en introduisant un salaire minimum de 4'086 frs pour un plein-temps de 41 heures hebdomadaire, soit 23 francs par heure.

Dénonçant « l'insensibilité de la majorité de droite au fait que de nombreux travailleurs ne parviennent plus à gagner décemment leur vie à l'heure où les primes maladie et les loyers atteignent des sommets », l'Alternative et les syndicats rappellent que l'instauration d'un salaire minimum ferait progresser l'égalité dans les faits et réduirait les dépenses sociales de l'État en mettant les employeurs face à leur responsabilité de payer des salaires conformes à la réalité économique du canton. « Le double choix du GC est celui d'une droite clientéliste qui ne défend qu'une minorité de privilégiés », concluent les forces de gauche, tout en se préparant pour les futures votations. ■

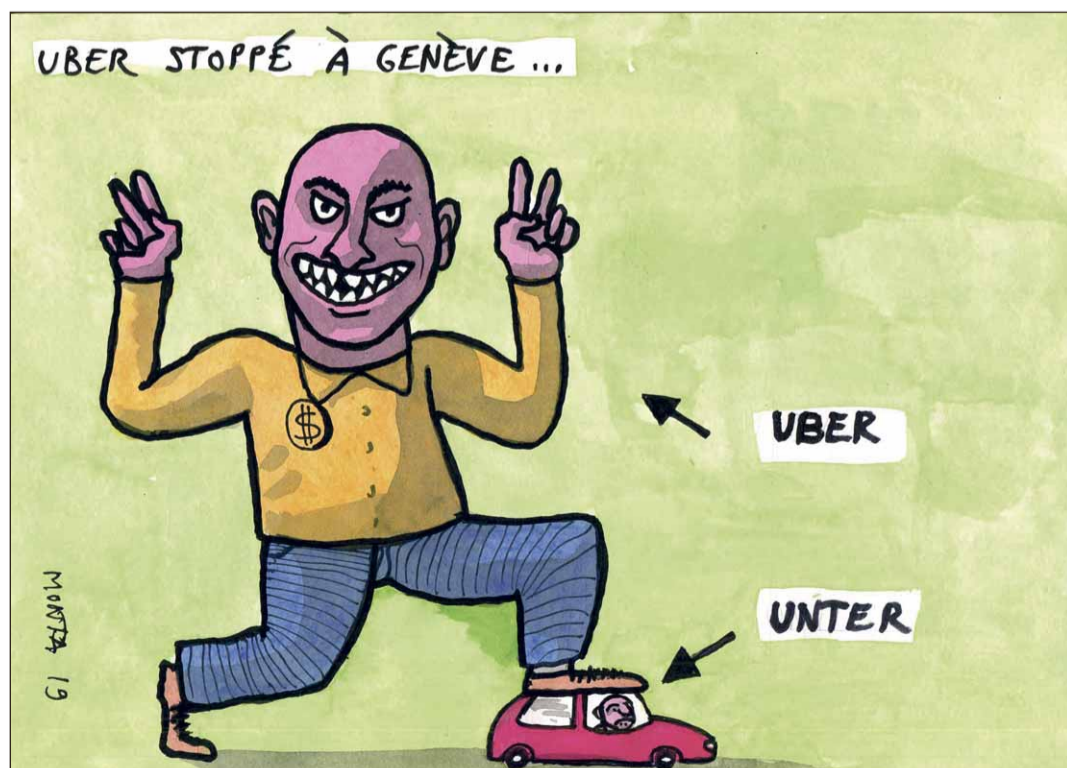
Réd.

La blanchisserie Elis menacée de fermeture à Neuchâtel?

La blanchisserie industrielle Elis, issue du rachat de Blanchâtel par un groupe français et sise à la rue du collège à La Chaux-de-Fonds, est menacée de fermeture. 65 emplois sont sur la balance. Pour le POP la Chaux-de-Fonds, qui déplore cette possible fermeture, la situation de difficulté économique est liée à la décision de 2015 de l'Hôpital neuchâtelois (HNE) de laver son linge sale dans le canton de Vaud. « Nous espérons que le nouveau conseil d'administration du RHNE, qui a vu le jour vendredi passé, saura prendre des décisions courageuses et honnêtes en privilégiant l'intérêt cantonal et régional », souligne le POP.

Rebondissement: selon *L'Événement syndical*, le syndicat Unia serait en passe de décrocher un sursis pour la blanchisserie. Une consultation entre partenaires sociaux pour un licenciement collectif est encore en cours, mais le Conseil d'État s'est engagé, selon le syndicat Unia, à soutenir l'entreprise pendant plusieurs mois, pour permettre de trouver des alternatives à la fermeture du site. ■

Réd.



Droits des apprentis et écologie prioritaires

INTERVIEW • Les Jeunes POP Suisse ont tenu leur troisième assemblée générale le week-end dernier à Berne en présence d'une trentaine de membres. Le co-président romand Gaël Vuillème a répondu à nos questions.

Quelles sont les principales décisions prises lors de cette assemblée générale?

GAËL VUILLÈME Seyhan Karakuyu quittera la co-présidence progressivement d'ici la fin de l'année pour se consacrer aux sections bâloises des Jeunes POP et du Parti suisse du Travail (PST). Elle sera remplacée par Jeannot Leisi, ancien secrétaire national du PST. Lors de l'AG, deux objectifs principaux ont été définis pour l'année à venir. Premièrement, le lancement d'une campagne publique sur la question des conditions de travail des apprentis et, deuxièmement, la continuation du développement de notre organisation et l'amélioration de ses structures.

Qu'est-ce que cela signifie concrètement?

Notre organisation nationale n'a que deux ans, elle est donc relativement jeune. Nous voulons améliorer le partage des tâches à l'intérieur du comité national mais aussi avec les différents groupes de travail qui ont été mis en place l'année passée. Nous devons également améliorer la communication entre les différents groupes de travail et le travail en commun entre les sections. Finalement, les Jeunes POP



De gauche à droite: Gaël Vuillème et Jeannot Leisi, les deux co-présidents des Jeunes POP Suisse. DR

Suisse apporteront leur soutien aux sections en cas de besoin, notamment aux sections les plus jeunes ou qui ont le moins de membres actifs.

Pouvez-vous déjà nous en dire un peu plus à propos de votre campagne sur les apprentis?

La première partie a consisté en la réalisation d'un sondage. Nous sommes allés devant les écoles professionnelles

pour poser des questions à plusieurs centaines de jeunes en apprentissage, ce qui nous a permis de voir quels étaient les problèmes qu'ils rencontraient. Une source d'informations précieuses a également été le rapport du syndicat Unia «Comment se passe ton apprentissage?» publié cette année. Cette enquête a montré qu'un tiers des apprentis ont été harcelés sexuellement dans leur vie

professionnelle. Nous avons aussi remarqué qu'un nombre très élevé d'apprentis font régulièrement des heures supplémentaires, que la formation passe parfois en second plan et que les apprentis sont surtout une main-d'œuvre bon marché. Sur la base de ces constatations, nous avons discuté d'un document à l'interne qui a été adopté par l'AG et sera la base pour lancer la prochaine phase de notre campagne, qui va commencer en janvier.

Quels seront les buts de cette deuxième phase?

Nous en avons deux. D'une part, travailler directement avec les apprentis, leur montrer qu'ils ne sont pas seuls avec leurs problèmes, qu'ils ont des droits et qu'ils peuvent se battre pour les faire respecter. Nous voulons leur amener de l'information, leur montrer où ils peuvent trouver de l'aide. D'autre part, l'objectif est d'amener dans le débat public la situation de ces jeunes qui représentent une grande partie de la jeunesse mais dont on n'entend presque pas parler.

Les Jeunes POP Suisse travaillent-ils sur d'autres thèmes?

Un groupe de travail national travaille sur la thématique de l'écologie. Nous avons mis en place une formation à ce sujet qui a déjà été donnée à deux reprises, mais que nous voulons encore développer. Au niveau national, ce sont nos deux thèmes prioritaires. Bien sûr, les sections continueront de travailler aussi sur des thématiques locales, comme l'éducation ou la solidarité internationale.

Quelle vision défendez-vous en matière d'écologie?

Nous ne voulons pas d'une écologie qui se fasse sur le dos des travailleuses et des travailleurs. Pour aller au fond du problème et être efficace, il faut s'attaquer aux gros pollueurs, c'est-à-dire aux grandes entreprises et aux plus riches. C'est pour cette raison que nous sommes opposés aux taxes qui alourdissent le budget déjà serré des travailleurs tout en ne changeant rien ou presque rien au niveau de l'impact sur l'environnement. Nous proposons au contraire d'imposer des normes contraignantes aux entreprises et de rendre les transports publics gratuits. ■

Propos recueillis par Amanda Ioset

Le 9 novembre 1932 reste toujours dans les mémoires

GENÈVE • Comme chaque année, la gauche et les syndicats se donnent rendez-vous le 9 novembre, dès 17h45 sur l'Esplanade d'Uni-Mail, pour commémorer publiquement la fusillade meurtrière de 1932.

Lors de cette sinistre journée, l'armée suisse a tiré sur une manifestation antifasciste, faisant 13 morts et 62 blessés. «Le climat politique était particulièrement tendu à Genève, où, de surcroît, une série de scandales (affaire de la Banque de Genève) avaient éclaboussé les partis de la droite traditionnelle. Des bagarres dans la rue opposaient les militants du parti socialiste de Léon Nicole et ceux de l'Union nationale de Géo Oltramare. Une affiche provocatrice de cette dernière, annonçant la mise en accusation publique des sieurs Nicole et Dicker à la salle de Plainpalais, a poussé les socialistes à organiser une contre-manifestation.

Craignant pour l'ordre public, le Conseil d'Etat a fait appel à l'armée. Au soir du 9 novembre, une tactique militaire peu appropriée face à une foule antimilitariste et surchauffée par la violence verbale de Nicole, une succession d'ordres maladroits et le recours à des officiers et recrues inexpérimentés conduisent au drame», rappelle Pierre Jeanneret dans le *Dictionnaire Historique de la Suisse*. Dès le 10 novembre, 18 militants et responsables des partis de gauche sont inculpés. 7 sont condamnés jusqu'à 6 mois de prison. Le conseiller d'Etat Frédéric Martin et les officiers qui ont donné l'ordre de tirer ne seront

jamais été inquiétés.

Outre l'hommage aux victimes, la gauche et les syndicats dénonceront les attaques actuelles contre les droits des travailleurs et la répression actuelle. «A Genève, le droit de manifester est menacé par l'intimidation policière et par de nouvelles restrictions, comme les délais, les justifications de demandes, les émoluments et par l'intimidation policière», relèvera dans son discours devant la plaque commémorative l'Action Antifasciste Genève, tout en soulignant la répression que doivent endurer les Gilets jaunes en France, les Kurdes du Rojava, les Catalans face à l'Etat central

ou les étudiant.e.s chiliens. «Aujourd'hui comme hier, le fascisme ne peut être vaincu que par une lutte résolue des travailleurs et des peuples, une lutte non seulement contre le fascisme stricto sensu, mais contre le capitalisme qui l'engendre», soulignera, de son côté, Alexander Eniline, président du PdT. En fin de manifestation, outre des interventions du PS, du SIT (pour la CGAS) ou de SolidaritéS, la Plate-forme pour l'unité sociale prendra la parole afin d'évoquer la situation chilienne et la répression des manifestations par le gouvernement de Sebastian Piñera. ■

JDr

ELECTIONS MUNICIPALES GENEVOISES 2020 APPEL POUR DES LISTES UNITAIRES D'ENSEMBLE À GAUCHE

Nous, militantes et militants, sympathisantes et sympathisants, anciennes élues et anciens élus ou récemment candidates ou candidats de la gauche combative, saluons l'élection au Conseil national d'une représentante d'Ensemble à gauche, succès rendu possible par l'addition de nos forces. Pourtant nous suivons avec préoccupation et consternation les divisions qui perdurent dans la gauche de la gauche incarnée par la formation Ensemble à gauche.

Une réunion de nos forces est indispensable pour la survie d'un pôle pour une politique sociale et environnementale clairement anticapitaliste et féministe, ainsi que pour une solidarité internationale effective avec les peuples en lutte et avec les migrants en recherche d'accueil.

Face à des enjeux aussi cruciaux, les disputes sur des questions financières ou d'égos n'ont en aucun cas leur place.

Vu l'importance des politiques municipales pour nos collectivités, nous appelons les forces politiques à gauche du PS et des Verts à mettre en place des listes unitaires pour les élections des conseils municipaux et administratifs en 2020 et à accorder une priorité absolue à une discussion sur la constitution des listes et sur les programmes, sans préalables, conditions ni exclusives.

Nils de Dardel, Erica Deuber Ziegler, Souhail Mouhanna, Claire Martenot, Daniel Devaud, Andrée Jelk Peila, Philippe Sauvin, Anne Divorve, Michel Vincent, Didier Jaccard, Christian Ferrazino, Massimo Usel, Olivier Peter, Florio Togni, Luc Gilly.

Une nouvelle élue du POP au Grand Conseil vaudois

Suite à la démission de Jean-Michel Dolivo (solidaritéS) du Grand Conseil vaudois, une popiste fera son entrée dans le groupe EP (Ensemble à gauche et POP) en la personne de Céline Misiego. «Le POP s'est toujours engagé en faveur d'une meilleure représentation des femmes en politique, l'arrivée de Céline Misiego permettra donc de renforcer la présence féminine au sein du parlement cantonal. En siégeant au Grand Conseil, notre militante participera également au rajeunissement de la gauche de la gauche, ce dont nous nous réjouissons», signale le POP dans un communiqué.

Agée de 39 ans, Céline Misiego est actuellement employée à l'Etat de Vaud, conseillère communale à Lausanne, collaboratrice du municipal David Payot et ancienne secrétaire du POP vaudois pendant 6 ans. Militante active dans plusieurs associations féministes, elle entend «défendre activement dans ce parlement la cause des femmes et de l'égalité mais aussi les combats fondamentaux portés par le POP comme une meilleure répartition des richesses, l'amélioration des conditions sociales et de travail, l'éducation, l'urgence climatique et la



Céline Misiego, militante féministe, défendra l'égalité. DR

défense des services publics.» En ce qui concerne la présidence du groupe EP, celle-ci sera reprise par un autre popiste, le député de l'Ouest lausannois Vincent Keller qui siège au Grand Conseil depuis 2015. ■

Réd.

Rojava: la guerre contre l'utopie

MOYEN-ORIENT

L'invasion turque du nord de la Syrie met en péril l'expérience la plus avancée de démocratie directe et de coexistence pacifique au Moyen-Orient. Reportage.

Il y a des contrôles de sécurité tous les quelques centaines de mètres sur la route. Les points de contrôle des Aşayis – forces de sécurité intérieure – vérifient la documentation des voitures qui passent. Ils sont vigilants, d'autant plus que des dizaines de membres de l'Etat islamique ont fui les prisons et les camps de réfugiés, aidés par les attaques de la Turquie dans la région. Les cellules dormantes de l'EI n'ont jamais disparu, mais avant l'invasion de l'armée turque, elles étaient plus contrôlées. Aujourd'hui, presque tous les jours, il y a des explosions à Hassake, une ville au sud du Rojava; et avec des dizaines de milliers de personnes déplacées venant des villes et villages voisins de la Turquie, la ville est un foyer de visages inconnus.

Seize jours se sont écoulés depuis la guerre que les puissances internationales et régionales ont orchestrée contre la région connue sous le nom de Rojava (Kurdistan occidental), officiellement appelée Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie. Les administrations turque et américaine ont décidé que la démocratie qui a émergé pendant le conflit syrien sur ce territoire de 750 km² n'est pas le système qui leur convient pour le Moyen-Orient et que la guerre doit continuer. Le point de départ est d'assurer la consolidation de leurs intérêts géostratégiques et économiques. «Nous déciderons de ce que nous ferons [du pétrole] à l'avenir», a déclaré le président américain Donald Trump en annonçant la présence d'un contingent américain de 400 personnes auprès des puits de pétrole de Der Ez Zor et la zone stratégique d'Al-Tanf, à l'est et au sud-est du pays.

Les membres djihadistes, qui combattaient auparavant dans les groupes Al-Nusra – anciennement Al-Qaïda en Syrie – et dans l'Etat islamique, portent désormais des uniformes fournis par l'armée turque. Ces groupes filment et diffusent sur Internet la façon dont ils pillent la population, détruisent des biens et tuent cruellement. L'atrocité torture et le meurtre de la coprésidente du Parti du futur Hevrin Khalef, et la mutilation du corps du combattant des YPJ (Unités de protection de la femme) Amara Rênas ont choqué le pays. Elles sont un échantillon de la culture de la haine envers les femmes, qui a déjà eu ses antécédents dans la prise d'Afrin en 2018.

Les crimes commis par l'armée turque sont diffusés sur Internet. Divers médias ont publié des photographies montrant des brûlures anormales sur le corps de jeunes gens et d'enfants. Les médecins des hôpitaux de Qamishli et Hassake avouent qu'ils n'ont jamais rien vu de tel. L'auto-administration de Rojava affirme que le phosphore blanc a été utilisé comme arme de guerre contre les civils et une commission internationale effectue actuellement les analyses nécessaires pour confirmer cette affirmation. Ilham Ahmed, coprésident de l'auto-administration de la Syrie du Nord et de l'Est, a présenté les photographies des corps brûlés au Congrès américain le 23 octobre. Il a décrit le fonctionnement du régime de Tayyip Erdogan comme un nettoyage ethnique et a dénoncé les manques du cessez-le-feu conclu entre la Turquie et les Etats-Unis: «Ils tuent, kidnappent, confisquent les biens, brûlent les arbres», a déclaré Ilham Ahmed.

Au cours de ces deux semaines, l'armée turque et ses alliés djihadistes – que certains dans la presse et la communauté internationale continuent d'appeler l'Armée libre syrienne – ont tué plus de 200 civils et en ont blessé plus de 600. Au moins 300'000 personnes ont été déplacées de leur foyer. 85'000 enfants ont été contraints d'arrêter leurs études et plus de 5'000 enseignants ont été licenciés. Dans le cas de la ville de Hassake, 50 écoles ont été mises à la disposition des déplacés pour leur fournir un abri.

Le barrage d'Alouk, qui desservait un demi-million de personnes, a été endommagé inten-



L'inégalité militaire devient patente lorsque des troupes armées de Kalachnikov doivent lutter contre les avions de combat de l'OTAN.

tionnellement. En ouvrant le robinet, on voit sortir l'eau avec une teinte verdâtre. Des milliers de personnes dans la ville de Hassake consomment de l'eau insalubre à cause de la pénurie. Il y a des coupures de courant de temps en temps, et parfois ils ferment l'Internet. Notre connexion au monde se termine.

Tout d'un coup, la révolution

Le Rojava s'étend vers l'ouest jusqu'à la région de Manbij et vers le sud jusqu'au désert de Der Ez Zor. Depuis des siècles, de nombreux groupes religieux et ethniques coexistent sur ce territoire: Arabes, Kurdes, Syriens, Assyriens, Turkmènes, Ezidis, Tchétchènes, Circassiens et Arméniens. Sous des empires et des régimes différents, tous les peuples et toutes les religions n'ont pas toujours eu le droit d'exprimer librement leur identité. Le projet de libération démocratique, écologique et des femmes né dans ces communautés à partir de 2011 a pour piliers essentiels le respect de la pluralité nationale et à l'expression multiculturelle et religieuse.

Ces dernières années, le Rojava s'est converti en un projet plus démocratique et plus respectueux que de nombreux Etats européens. Chaque institution est présidée par une coprésidente. Celle-ci doit être formée d'un homme et d'une femme d'ethnie différente. Chaque organe a un quota de 50% de femmes et un quota pour les minorités ethniques. Les femmes sont au centre de la révolution. Elles dirigent l'espace politique et public, occupent les rues, les institutions et les médias. Elles ont leur propre force militaire autonome, le célèbre YPJ. Pour ceux qui connaissent le Moyen-Orient, le contraste avec les autres pays de la région est saisissant. Les femmes s'organisent dans un système parallèle autonome, prennent la parole et appliquent leurs propres décisions stratégiques en faveur des femmes.

L'organisation démocratique du Rojava est basée sur des assemblées de communes, de quartiers et de villages, où les gens s'organisent et décident de leur propre vie, en essayant de

faire de la politique par le bas.

Leyla a cinq filles et un fils. Son mari l'a quittée pour épouser une autre femme pour la seconde fois. Elle est maintenant responsable de la commune de son quartier. Elle s'occupe six jours par semaine de toutes les personnes qui viennent dans les locaux communaux. Elle les aide à organiser leurs besoins de base en eau, gaz et électricité. Elle met en place des rencontres pour promouvoir la démocratie et l'auto-organisation chez ses voisins. Leyla et ses compagnes encouragent les visites aux voisins malades, aux familles de martyrs de guerre ou aux familles pauvres afin que la solidarité entre les habitants du quartier atteigne chaque foyer.

Leyla, comme le reste de ses camarades, ne facture rien pour ce travail. Elle subsiste avec le salaire de deux de ses enfants. Sa fille est dans les forces armées Aşayis et son fils, un combattant du GPJ. Leyla travaille pour sa communauté parce qu'elle croit que la vraie forme d'organisation de la société est la coopération, et non l'individualisme ou la compétitivité.

La guerre contre l'Etat islamique a coûté la vie à plus de 11'000 combattants, dont la grande majorité était des Kurdes. Des dizaines de milliers de personnes ont été mutilées ou sont porteuses de douleurs chroniques.

Fawsya a deux fils martyrs de la guerre. L'un est mort à Raqqa, l'autre à Afrin. Le salon de sa maison est un mausolée à la mémoire de ses deux fils. De grandes affiches avec leurs photos décorent les murs. Dans un coin, des dizaines de petits portraits d'autres martyrs, hommes et femmes tombés dans cette longue et douloureuse guerre, sont suspendus à trois arbres en plastique.

Ces portraits sont distribués lors des enterrements. Fawsya les garde tous. «Je ne laisserai aucun d'entre eux être oublié, dit-elle avec détermination, même si je dois remplir la pièce de ces petits arbres». Pour de nombreux politiciens, les morts sont des nombres, mais pour les familles du Rojava, chaque père, fille, mari et compagnon mort est une douleur indescriptible qui ne pourra jamais être surmontée. Fawsya explique:

«On s'habitue à la douleur. On s'y habitue. Mais ça ne disparaît pas. Cette douleur n'est jamais surmontée.»

Un conseil d'administration international

Les plans des puissances internationales pour la Syrie viennent de loin. Dans cette guerre compliquée, les Kurdes ne représentaient une carte utile que lorsque l'Etat islamique avançait dans la région. En 2018 déjà, lorsque l'opération conjointe des Forces démocratiques syriennes et de l'armée américaine a pris fin, la Russie a donné le feu vert à l'invasion par l'armée turque du canton d'Afrin, à l'ouest du Rojava. Cette guerre, qui a duré trois mois, a fait des centaines de morts et des milliers de réfugiés.

Dans le quartier où je réside, il y a beaucoup de personnes déplacées d'Afrin. Elles ont tout perdu et savent que tant que leurs terres seront sous contrôle turc, elles ne pourront pas rentrer chez elles. Les enlèvements et extorsions de la population d'Afrin continuent. Depuis la consolidation de l'occupation, beaucoup de déplacés de cette ville ont fui vers d'autres régions de Syrie ou sont partis pour l'Europe par crainte de la répression.

Lorsque l'invasion a commencé le 9 octobre, les familles posaient régulièrement deux questions: «Pourquoi la communauté internationale nous a-t-elle abandonnés?» et «Vont-ils aussi bombarder ici?» La population craint les bombardements aériens. Partout on entend la même phrase: Nous ne voulons rien, ni armes ni troupes, nous ne voulons seulement qu'ils ne puissent pas nous bombarder». Les forces de défense des YPG et es YPJ ont été des combattants efficaces sur le terrain. Mais l'inégalité militaire devient patente, lorsque des troupes armées de Kalachnikov doivent lutter contre les avions de combat de l'OTAN. ■

Sara Ainhoa de Ceano-Vivas Núñez

(Paru sur le journal espagnol *El salto*, en format creative commons)

Suite de la page 1

Au Liban, c'est par une taxe sur l'accès à internet, dite «What's App» (du nom de l'application de messagerie du géant Facebook) que les poudres ont pris, dans un pays dont la classe dirigeante est rongée par la corruption et «le clientélisme» (France 24). Les services publics manquent et les pénuries d'eau et d'électricité se répètent. Au pays du cèdre, un 1 jeune sur 5 est sans emploi, selon la Banque mondiale. Ici, bien que les politiques libérales paraissent moins à l'œuvre, derrière les réformes initialement envisagées par le pouvoir, résonnent les demandes du FMI en matière de privatisations des télécommunications et de coupes dans le service public notamment.

Une génération prend conscience de son pouvoir

Des insurrections sont également en cours en Algérie et en Irak. Bien qu'elles ne relèvent pas «directement» de politiques libérales, on y retrouve la même appropriation du pouvoir par des intérêts particuliers. A l'instar du Liban, y règnent une forte corruption et un chômage très important de la jeunesse, composante principale de la population. Jusqu'à présent le pouvoir algérien n'a pas mis en place de répression violente. En Irak, il fait tirer à balles réelles sur une population dont le bilan des morts ne cesse de s'alourdir, dépassant les 270 personnes, selon l'AFP.

A Hong Kong, la révolte n'a pas débuté dans le sillage de politiques libérales, mais de la volonté du géant chinois de pouvoir extraire des ressortissants hongkongais, ce qui a été vécu comme une mise en péril de la liberté (d'expression notamment) qui lui a été promise lors de la rétrocession à la Chine. Les manifestants revendiquent initialement une véritable démocratie. Toutefois, la question des inégalités sociales est, ici encore, au cœur du mouvement. «Hong Kong a la particularité d'avoir le plus de milliardaires au mètre carré et [...] 20% de la population qui vit au-dessous du seuil de pauvreté», déclare la rédactrice en chef adjointe du *Monde diplomatique*, sur le plateau du média.

La présence de la jeunesse est prégnante dans cette révolte globale et permet de la lier. Née dans un monde interconnecté, cette génération partage une culture contestataire commune. Qui lui a d'ailleurs été fournie par le capitalisme libéral mondialisé, en atteste la reprise à travers le monde de symboles tels que le célèbre masque du héros de *V pour Vendetta* ou plus récemment du maquillage du *Joker*, tous deux propriétés de la Warner Bros. Elle prend conscience de son pouvoir collectif et dispose des outils, Apple ou Samsung, pour l'organiser. Elle partage des astuces face à la police, des chants face aux couvre-feux, aux injustices que les médias traditionnels (du capital) taisent. Face à «l'empowerment» (appropriation du pouvoir) de toute une génération, les pouvoirs en place n'ont d'autre choix que la soumission à l'intérêt général ou l'imposition par la force des intérêts particuliers.

Fukuyama craignait que sa fin de l'histoire soit une période «triste [...] ou la volonté de risquer sa vie pour un but purement abstrait, la lutte idéologique mondiale qui a fait appel à l'audace, au courage, [...] et à l'idéalisme, sera[it] remplacée par le calcul économique, la résolution sans fin des problèmes techniques, les préoccupations environnementales et la satisfaction des exigences sophistiquées des consommateurs». Les mouvements de masse, à travers le monde, semblent le contredire, au moins en partie. Hors la perspective de «siècles d'ennui» dans un monde «post-historique», la fin du conte libéral servira peut-être à relancer la marche l'Histoire. Dans quelle direction? L'aube d'un monde démocratique, social et solidaire ou la nuit noire des périodes les plus sombres? L'histoire le dira...

Jorge Simao

De la mission à l'échange de savoir solidaire

HISTOIRE • L'association E-Changer fête ses 60 ans de politique de coopération depuis les années 50 et la décolonisation. Elle encourage toujours la concrétisation de solidarité au Burkina comme au Brésil.



Le pari d'une coopération authentiquement solidaire, horizontale, non paternaliste et exigeante sur le plan professionnel de l'association E-Changer en terre brésilienne.

L'association E-Changer (anciennement Frères sans frontières) est née en Valais, en 1959, dans l'idée de renforcer le travail missionnaire en Afrique: le but était d'envoyer des laïcs, souvent des artisans (menuisiers, électriciens, fromagers) ou soignants, pour donner corps au travail social de l'église et apporter ainsi, dans la vision paternaliste de l'époque, aux populations de ce continent, les outils du «développement». Assez vite, des «volontaires» ont été envoyés aussi en Amérique Latine.

Dix ans plus tard, au lendemain de mai 68, E-Changer, prenant en compte les réalités décrites par les coopérants revenus au pays, prend des engagements plus socio-politiques, convaincue déjà à ce moment, que la misère rencontrée là-bas a quelque chose à voir avec la politique menée chez nous dans le Nord. E-Changer soutient ainsi la création des Magasins du Monde, la Déclaration de Berne, la lutte contre l'Apartheid (en demandant en particulier avec d'autres aux banques suisses de ne plus investir en Afrique du Sud), et voit d'un bon œil les mouvements de libération en Afrique ou en Amérique latine. Mais E-Changer, dès ce moment, pointe aussi les injustices en Suisse et participe activement à la défense des objecteurs de conscience et en faveur de l'instauration d'un Service civil national par exemple.

Le triomphe de la révolution sandiniste en 1979 après de nombreuses années de lutte armée, représente pour l'association un nouveau virage audacieux: comme sa «sœur jumelle» protestante Eirene (anciennement GVOM), et à l'instigation de jeunes professionnels, il est décidé d'envoyer des coopérants pour travailler directement (ou de manière très proche) avec le nouveau gouvernement, pour participer à la construction d'une société socialiste et populaire, qui a su intégrer la théologie de la libération et permis à 3 prêtres d'occuper des fonctions ministérielles. La coopération devient rapidement importante avec jusqu'à 40 coopér-acteurs suisses au Nicaragua.

Brusque remise en question

La perte du pouvoir des sandinistes au Nicaragua, en 1990, et le retour d'un gouvernement ouvertement inféodé aux Etats-Unis, a signifié pour E-Changer une remise en question brusque de ses priorités. Les coopérants encore sur place ont souvent trouvé du sens à leur travail, en s'intégrant au soutien à des coopératives de production ou de commercialisation ou à des syndicats. Par ailleurs, l'association a alors renforcé son programme au Brésil, pays où des mouvements sociaux bien organisés défendaient les sans voix et les sans terres, dans ce pays immense, où les injustices

sociales crevaient les yeux déjà à cette époque. D'où la collaboration avec le Mouvement des Sans Terre (MST), qui perdure encore.

C'est aussi de là qu'est née l'implication de E-Changer dans les Forum sociaux mondiaux, dont le premier s'est tenu en 2001 à Porto Alegre (Brésil). Cette réunion périodique a permis de regrouper toutes les ONG, les mouvements sociaux et organisations, qui voulaient un changement social et y travaillaient localement, mais étaient en perte de repères après l'effondrement du bloc socialiste, mais aussi des gouvernements de gauche en Amérique latine (à l'exception de Cuba). Ce fut l'occasion d'emmener des grandes délégations de parlementaires et journalistes, de syndicalistes ou membres d'ONG pour connaître à la fois le travail de partenaires de l'association sur place, mais aussi de partager des savoirs avec d'autres professionnels vivant dans des réalités différentes. De là est venu le besoin de collaborer avec des partenaires plus seulement ancrés dans un pays, mais défendant des liens internationaux comme la Via Campesina ou la Marche mondiale des Femmes. C'est aussi avec cette expérience que les échanges de personnes se sont faits du Nord au Sud et aussi dans l'autre sens. Et que E-Changer a commencé à travailler avec des coopér-acteurs nationaux.

Pendant toutes ces années, E-Changer a pu compter sur le soutien de la Confédération, mais celui-ci s'est érodé. S'il représentait 80% du budget dans les années 80, il ne sera que de 40% dès 2021.

Plus que jamais, la question du financement sera la préoccupation de l'association, parce que le travail, qui s'est modifié à travers les années, reste plus nécessaire que jamais. «Nous avons fait le pari d'une coopération véritablement solidaire, horizontale, non paternaliste et exigeante sur le plan professionnel. E-Changer relève le défi essentiel de contribuer au renforcement des acteurs sociaux porteurs de changement et d'espoir, en fonction de la demande qu'eux-mêmes expriment», comme dit Sergio Ferrari, porte-parole de E-Changer pendant de nombreuses années.

Réflexion sur les défis de l'engagement

Dans le cadre de ses 60 ans, l'association veut proposer une réflexion sur les défis de l'engagement, dans le contexte préoccupant de crises socio-politiques et environnementales qui s'observent de toute part. Actuellement, s'engager et participer à la mobilisation de la société civile au Burkina Faso, au Brésil et en Suisse est plus que nécessaire. Il s'agit non seulement de favoriser des initiatives collectives, d'encourager l'avènement de la solidarité dans ces contextes, mais aussi de promouvoir une

voie de transition. L'engagement intervient alors comme un moyen de s'accorder sur une vision plus active de la citoyenneté et de la solidarité, en déployant d'autres rapports démocratiques.

Au Brésil, la situation est particulièrement délicate et préoccupante. Les élections de l'automne 2018 ont divisé la société civile brésilienne et amené un climat de haine et de violence. Le nouveau gouvernement de Jair Bolsonaro fragilise la démocratie et met en danger les avancées en termes de renforcement et de garantie des droits humains pour les populations vulnérables.

Le Burkina Faso fait face à de nombreux événements, qui transforment de manière préoccupante son paysage sociopolitique depuis plusieurs années. La situation sécuritaire est l'une des préoccupations majeures du pays et ses causes sont multiples: terrorisme, trafics en tout genre, augmentation des armes dans le pays, désillusion du peuple face aux actions des politiques, etc.

Table ronde pour les 60 ans

En Suisse, de nombreux groupes de populations se mobilisent régulièrement et en grand nombre pour interpellier le gouvernement face à ses choix de politique climatique et environnementale, mais aussi sociale et migratoire. Le 14 juin dernier, 500'000 personnes ont été réunies lors de la grève des femmes. Le 9 novembre prochain (à 16h, à la Haute école de travail social de Lausanne, auditoire B040) sera l'occasion de rencontrer des interlocuteurs privilégiés autour d'une table ronde, avec Guilherme Boulos, politicien et militant brésilien, membre de la Coordination nationale du mouvement des travailleurs sans toit (MTST), Souleymane Ouédraogo, militant burkinabé et chargé de partenariats stratégiques au sein du mouvement le Balai citoyen, Martine Meldem, présidente du comité de Paysans Solidaires et députée au Grand Conseil vaudois et Stéphanie Vonarburg, militante suisse et vice-présidente de Syndicom.

Il s'agira d'amener un regard croisé sur les enjeux et défis de l'engagement dans des contextes pluriels et préoccupants de crises socio-politiques, en donnant la parole à celles et ceux qui s'investissent - ailleurs et ici - à promouvoir des alternatives possibles. Mais ce sera aussi l'occasion de se rencontrer, de célébrer ces 60 ans et de refaire un bout de cette histoire passionnante de «l'aide au développement» depuis les années 50 et la décolonisation. A noter que, en marge de cet anniversaire, différentes activités auront lieu encore jusqu'au 15 novembre. ■

Bernard Borel

Programme complet sur www.e-changer.org

LA CHRONIQUE FEMINISTE

Les mâles en buste

Il semble que les manifestations féministes finissent par faire de l'effet: après l'action «100Elles», la commune de Meyrin a décidé d'honorer deux femmes: un chemin à Monique Bauer-Lagier, dont j'ai parlé la dernière fois, un parc à Renée Pellet, première femme suisse élue au sein d'un exécutif communal, celui de Meyrin, en l'occurrence, en 1960. Cela doublera la représentation féminine de la commune, qui n'en connaît que deux: l'avenue Sainte-Cécile et la rue Emma-Kammacher. Celle-ci est élue au Grand Conseil genevois en 1961, en devient la présidente en 1965, première de Suisse à occuper cette fonction dans un parlement cantonal. Rappel: Vaud avait accordé le droit de vote aux femmes sur le plan cantonal en 1959, Neuchâtel et Genève en 1960. Il a fallu attendre 1971 pour qu'il le soit au plan fédéral.

Il va être beaucoup plus difficile de rectifier le tir en ce qui concerne les 43 bustes, qui ornent le parc des Bastions et les 21 l'université du même nom*. 64 bustes exclusivement masculins. Ils rendent hommage à des savants des XIX^e et XX^e siècles, un monde masculin, puisque les Genevoises n'avaient pas accès à l'université jusqu'au début du XX^e siècle. Rappel: elles ne pouvaient pas obtenir de maturité classique, comprenant le grec, alors indispensable pour entrer à l'université.

Ces bustes ont fait leur apparition 20 ans après l'inauguration du bâtiment en 1873. Ils se sont ensuite additionnés au fil des demandes de proches des défunts, désireux de célébrer leur mémoire, jusque dans les années 60. Mais le buste de Jean Piaget a été érigé aux Bastions en 1996. On aurait peut-être pu, dans la deuxième moitié du XX^e siècle, honorer quelques femmes scientifiques:

Kitty Ponse (1897-1978), biologiste, est nommée professeure d'endocrinologie en 1947. Elle orchestre durant de nombreuses années l'enseignement pratique donné à la Station de zoologie expérimentale, qu'elle a contribué à fonder à Genève avec Emile Guyenot.

Marguerite Dellenbach (1905-1993) fut directrice du Musée d'ethnologie. Entre 1941 et 1965, elle enseigne en tant que privat-docente à l'Université de Genève, autrement dit, sans traitement. En 1944, elle devient la première femme suisse à présider une société savante, celle de Géographie de Genève, et prend par la suite la présidence de plusieurs autres sociétés, dont la Société suisse d'anthropologie et la Société suisse des américanistes.

Jeanne Hersch (1910-2000), philosophe, nommée professeure extraordinaire en 1956, puis professeure ordinaire en 1962 à l'Université de Genève. Outre ses travaux d'épistémologie (sur la vérité), d'anthropologie philosophique (sur l'existence), et d'éthique (sur la liberté), elle traite de thèmes aussi divers que la philosophie politique (elle est d'ailleurs membre du parti socialiste, avec lequel elle prend toutefois ses distances sur certaines questions, notamment mai 68), la pédagogie ou encore l'esthétique. En 1966, elle devient directrice de la section «philosophie» de l'UNESCO.

Lina Stern (1878-1968), médecin et biochimiste, obtient son doctorat en 1903. Elle enseigne ensuite comme privat-docente. Elle est nommée professeure extraordinaire 15 ans après son doctorat, on lui confie une nouvelle discipline: la chimie physiologique. Auteure, durant cette période, d'une cinquantaine d'articles, la scientifique acquiert une renommée internationale. Elle ne parvient néanmoins pas à être nommée professeure ordinaire, malgré le préavis favorable d'une commission universitaire en 1924. Elle subit notamment une «campagne de dénigrement» médiatique, «mettant en cause ses origines russe et juive». En 1960, l'Université de Genève décerne à la chercheuse russe un titre de docteur honoris causa ès sciences. En 2016, les hôpitaux universitaires de Genève baptisent un bâtiment à son nom. Mieux vaut tard que jamais...

Mais nous vivons dans un monde androcentrique, machiste. Qui saute aux yeux si l'on considère l'ensemble des 107 statues qui peuplent les rues de la ville, dont certaines sont plus récentes. Il n'y en a que deux qui honorent une célébrité féminine: Sissi l'impératrice, à la rotonde du Mont-Blanc, et Madame Roland (1754-1793, écrivaine révolutionnaire), dans la cour de la rue de l'Hôtel-de-Ville n° 4. Mais on trouve quelques sculptures féminines en pied: «Femme agenouillée» d'Henri Pâquet, parc Mon Repos, installée en 1958; «Clémentine» d'Heinz Schwarz, place du Bourg-de-Four, 1975; «Jeannette» de Paul Belmondo, jardins de l'OMPI, 1986; «Sylvie sortant du bain» d'Henry König, rotonde du Mont-Blanc, 1983; «Adolescente assise» de Carl Albert Angst, quai Wilson, 1992.

D'un côté, des hommes honorés pour leurs travaux, qui portent leur nom complet, leur fonction, les dates de naissance et de mort: de l'autre, des femmes anonymes, dénudées, soumises, offertes...

Cela me rappelle le livre *Littérature 2de, nouveau bac 96, textes et méthodes*, Hatier 1996, 448 p., que j'ai utilisé à l'école secondaire durant mon enseignement. Parmi les auteurs-s, trois femmes et un homme. C'est un aperçu du Moyen Âge au XX^e siècle, avec tableaux, biographies (généralement avec un portrait de l'auteur-e), extraits, richement illustré (env. 300 illustrations en couleur).

On trouve en tout 6 femmes sur 94 auteur-e-s, soit 6,4%. Parmi les illustrations, les hommes occupent les fonctions de savant, pédagogue, chasseur, guerrier, chevalier, écrivain, musicien, peintre, politicien; du côté des femmes: une musicienne, deux écrivaines (Louise Labé et Mme de Sévigné... à qui l'on a coupé la tête!) Mais ce qu'il y a de plus impressionnant, c'est que les femmes sont nues ou dénudées dans 14 illustrations sur les 26 où elles apparaissent seules, donc plus de la moitié (1/3 chez Lagarde et Michard, ed. Bordas, 1948). On assiste à un glissement: tout se passe comme si l'évolution des mœurs, qui entraîne la levée d'un certain nombre de tabous, dont celui de la sexualité, avait pour conséquence, non programmée, une détérioration de l'image de la femme. Dans le non-dit et sous couvert de rendre la littérature attrayante par la disposition et la multiplication des illustrations, la femme est présentée essentiellement comme un objet sexuel. On me rétorquera que le nu fait partie de l'histoire de la peinture. Certes, mais le choix des tableaux, notamment pour illustrer un courant littéraire, prouve à quel point les stéréotypes ont été intégrés. Pour en sortir, il faudrait y prêter une attention particulière et une volonté égalitaire. Comme pour rendre les femmes plus visibles dans l'espace public.

Huguette Junod

*Renseignements tirés de la TdG du 4.11.19, p. 22, article de Cathy Macherel.

L'URSS et l'Allemagne photographiées à la veille de la terreur guerrière

LIVRE • Un remarquable recueil de photos, sorti par une maison d'édition lausannoise, illustre le travail des frères russes Henkin, précurseurs du nouveau reportage.



Yakov Henkin montre la vie quotidienne des Soviétiques, notamment leurs loisirs et sports.

The Henkin Brothers Archive Association / Les Editions Noir sur Blanc 2019

Evgeny et Yakov Henkin sont nés respectivement en 1900 et en 1903 à Rostov-sur-le-Don. Ils sont issus d'une famille juive aisée. Evgeny, ingénieur et musicien, s'expatrie en 1925 en Allemagne. La République de Weimar a alors des rapports assez étroits avec l'URSS. En 1936, alors que la démocratie allemande a fait place au Reich hitlérien, il rentre en URSS. Mais en janvier 1938, en pleine terreur stalinienne, il est exécuté comme espion allemand. Sa famille n'apprendra son sort que beaucoup plus tard. Quant à Yakov, économiste de formation et sportif émérite, il s'engagera dans l'Armée rouge mais mourra de maladie en 1941, dès les débuts du siège de Leningrad.

Avec la redécouverte de leur travail photographique, c'est un véritable trésor qui a été mis au jour. Il avait été conservé par Frida Henkina, l'épouse de Yakov, au péril de sa vie. Les deux frères ne sont pourtant pas des professionnels. Ils pratiquent la photo en amateurs éclairés. Ils disposent chacun d'un Leica, un appareil qui a ouvert une ère nouvelle dans l'histoire de la photographie. Désormais, renonçant à la pose, on peut saisir le mouvement. Les frères Henkin sont donc des pionniers du nouveau reportage. Par ailleurs, la photographie soviétique de l'entre-deux-guerres est d'une richesse et d'une qualité exceptionnelles. Dès 1918, le commissaire du peuple à l'instruction Anatoli Lounatcharski avait affirmé l'importance de ce média comme «expression soviétique» par excellence.

Ce qu'ils nous ont laissé, ce sont des milliers de photos de Leningrad (Yakov) et de Berlin (Evgeny) en 1932. L'URSS, après l'offensive génocidaire contre les koulaks, vit une période de calme et de relatif bien-être. Quant à l'Allemagne démocratique, elle vit ses dernières heures avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir en janvier 1933. On est donc dans une sorte de «temps suspendu», avant le déclenchement de la Grande Purge stalinienne d'une part, de la terreur nazie de l'autre. Puis éclatera la Seconde Guerre mondiale et ses dizaines de millions de morts. Les deux frères seront eux-mêmes emportés par la tourmente.

Photos sans légendes

Le beau recueil de photos publié par les Editions Noir sur Blanc nous montre d'abord Leningrad. Qu'y trouve-t-on? Yakov nous montre la vie quotidienne des Soviétiques, avec ses «héros du travail», mais aussi ses loisirs, les sports auxquels il attache une grande importance. Sans faire nullement un travail de propagande officielle, il semble adhérer au régime. Celui-ci est bien présent dans ses prises de vue: portraits de Staline, société où l'on marche au pas (militants, gymnastes, enfants), encadrement du Parti omniprésent. Curieusement, on n'y trouve pas d'image de l'industrie lourde, qui était pourtant très valorisée par la propagande. A cela s'ajoutent des photos privées, voire intimes, qui disent un bonheur que l'on sait aujourd'hui menacé. Sur le plan stylistique, Yakov est le plus inventif des deux frères. Son regard parfois

«expressionniste» rappelle certaines images de *M le Maudit* de Fritz Lang.

A Berlin, Evgeny a photographié beaucoup de rues envahies par la foule et le trafic des tramways et automobiles. Mais aussi des fêtes de famille, et tant d'autres aspects banals de la vie quotidienne, ainsi que des portraits de femmes élégantes. La crise économique, qui frappe alors très durement l'Allemagne, apparaît peu. En revanche la montée du nazisme, proche de la victoire, est bien présente: inscriptions «JUDE» sur des magasins juifs, SA faisant le salut hitlérien. Evgeny est sensible à une certaine modernité dans la République de Weimar: passage d'un zep-pelin, immeubles où l'on sent l'influence du Bauhaus. Vu le danger croissant, il photographie de plus en plus de haut ou de loin. Relevons le fait qu'aucune de leurs photos ne portait de légende (celles-ci ont été reconstituées par la suite), ce qui leur confère une sorte de mystère supplémentaire. Des textes éclairants, écrits pas plusieurs spécialistes, permettent de mieux les comprendre.

Voilà donc deux sociétés encore relativement paisibles, où l'on peut jouir de la vie autour des terrains de foot de Leningrad ou sur les rives du Wannsee. Plus qu'un «beau livre» – ce qu'il est par la qualité remarquable de ses reproductions – l'ouvrage apparaît comme un témoin poignant d'un moment de répit avant la double catastrophe. ■

Pierre Jeanneret

Les frères Henkin. *Photographies à Leningrad et à Berlin*, Editions Noir sur Blanc, 2019, 291 p.

GaucheBdo a besoin de votre soutien: abonnez-vous!

www.gauchebdo.ch/abo

L'eau mise en vers ou la richesse de la poésie

LITTÉRATURE • Des écrivain.e.s suisses ont donné lecture de leurs îlots poétiques. Pour dire la puissance d'imaginaires intimes et paysages mis à flots par l'élément liquide. Un voyage inattendu aux reflets changeants.

L'eau est, parmi les quatre éléments, le principe fondateur de toute vie terrestre. Ressource essentielle gravement menacée par la fonte des glaciers amoindrissant le débit hydraulique, pollutions, prédatons, privatisations et conflits, elle a depuis toujours été chantée par les poètes. Elle symbolise le temps, la durée, mais aussi la naissance et le retour. Elle représente la continuité et l'infini renouveau. En marge du Salon des petits éditeurs, le 2 novembre dernier à Chêne-Bougeries, seize auteur.e.s publié.e.s aux Editions des Sables, maison fondée par la femme de plume Huguette Junod, nous disent combien l'eau influe sur les réalités, les visions du monde et les ressentis. Scandée de musique live (piano, clarinette...), cette lecture-événement témoigne que la poésie est un domaine vivant et inventif, diversifié et de haute qualité au sein des lettres romandes.

Genèse et mystère

Au début était l'eau pétrifiée, temps génésiques d'âge de glace hégémonique: «D'abord, il y a longtemps, les glaces se sont étendues sur la terre... / L'eau, de son côté, creusait: parce qu'elle était aveugle», chaloupe, féline, Regina Joye (*Une couronne de feuilles rouges*). Au «gisant d'eau» décrit autrefois par le Valaisan crépusculaire Raymond Farquet, répond maintenant le «Rhône en crue au loin charrie les peines des hommes. / Que les animistes ne surent éviter» dépeint par Pierre Jacquier (*Où sont passées les odeurs des foins*). A la sixième extinction et au collapse de la nature matricé par l'homme, Gabriella Baggioni préfère bercer de languides visions sous la forme d'une initiation brisée: «Au gré de sa lassitude / Le fleuve caresse / D'insondables mystères». Comme pris dans un rêve panthéiste éveillé qui s'ébroue, on songe alors à Gaston Bachelard nous immergeant dans une superbe méditation, à l'écoute de l'eau et de ses énigmes.

Plongée donc jusqu'aux profondeurs obscures, où gisent mythes, reliques, fantasmes et ductile sens de la vie au côté de Sophie Parlato. «Etre rivière / ne s'abriter de rien / tout capter / débris / gravats / lumière», s'ébroue cette praticienne en écoute sensible, dynamique. Dans l'onde de la frémissante sourcière en géopoétique de renaissance et anamnèse faite rivière, nulle hésitation à «remonter le cours de



«Peindre / ce qu'il y a tout au fond / avec des mots» est le viatique d'Anouk Dunant, archiviste et cycliste impénitente.

nos vies». Ceci au fil de son recueil en quête de tournures rythmiques musiciennes veinées de mots pulsionnels, *Plus rien à perdre*.

De Louise Labé et Pierre de Ronsard aux poètes surréalistes, de Renée Vivien et Guillaume Apollinaire aux contemporain.e.s, que de beaux vers, d'images denses au cœur de cette «euro-diction» de la chanson poétique déclinant son cours aqueux. «Demain j'irai voir la rivière / une fois encore / j'aurai avec elle / des paroles libres, / un verbe chantant», chantourne Françoise Favre et ses mots «lance-pierre» puisés aux terres de l'«enfantôme». Cet Enfantin qui hante doucement sa vision flaubertienne de l'advenu au miroir d'un regard en marche, éphémère, transitif (*Il n'arriverait jamais rien qu'en passant*).

Selon l'Organisation internationale pour les migrations, environ 19'000 migrant.e.s sont mort.e.s ou ont disparu.e.s en Méditerranée en tentant de rejoindre l'Europe, dont 15% d'enfants. La poésie est une forme interrogative de compagnonnage avec le réel. Son déchiffrement devient alors le possible écho auprès de Bernard Waeber d'une houle puis d'un rivage, où le sourire enfantin est possiblement remplacé par l'empreinte d'Alan Kurdi, enfant kurde syrien mort noyé à 3 ans: «Qui sont ces enfants / qui

traversent les mers / sur des vagues soulevées sans fin / par d'autres vagues?» (*A la fenêtre des jours et des nuits*).

Dialogue entre époques

L'archiviste Anouk Dunant réinvente *La Pêche miraculeuse*, le plus commenté et supposé premier paysage topographiquement exact de l'histoire de l'art. L'œuvre de Konrad Witz (1444) réunit deux épisodes bibliques. La pêche miraculeuse, où les apôtres hissent leurs filets poissonniers sous la houlette de Jésus, rebaptisé «celui au message d'amour» par la poétesse, dont la rêverie de la langue traduit une constante et vibrante sensibilité spirituelle. Et un pêcheur «déjà dans l'eau, pour rejoindre plus vite (ou parce qu'il n'a pas eu confiance?) l'homme au bord, celui au message d'amour». C'est saint Pierre, à la foi défaillante, qui menace de se noyer, voulant rejoindre le Christ, comme éclairé de l'intérieur, lévitant sur l'étendue lacustre.

Son singulier réalisme a conduit l'auteure à le mettre en perspective avec une relecture contemporaine due au Genevois Jean Stern. En 2015, l'ex-billetterie des Bains des Pâquis accueillait ainsi une mise en parallèle de volets de l'œuvre originelle avec des clichés de la rade

réalisés 571 ans «Tout résonne à partir de la peinture flamande de Konrad Witz. Je sillonne l'Europe pour découvrir son œuvre peinte», s'enthousiasme la licenciée en histoire. Le paysage de Witz est une mise en abîme de différentes époques. «Il peint en 1444 une scène biblique se déroulant en l'an 30, l'actualisant pour ses contemporains sur le Lac Léman. Pourquoi dès lors ne pas le refigurer poétiquement pour notre époque?» Le poème souligne enfin un jeu d'échos et de va-et-vient avec le cœur de l'écrivaine s'interrogeant sur la foi. Partant, l'aveu de reconnaissance, «mon cœur dans ses couleurs y pêche / des touches de son histoire / qui me touche». (*Les mots de tout au fond*). Croyant ou athée, on s'en extrait tout touché.

Baleines martyres

Héritier de Dada ou le décrassage des idées reçues, Jean-Luc Fornelli imagine une baleine soumise aux diktats des régimes pistée par «un navire-usine qui bat pavillon japonais / L'enfer des mers / Une sorte de camp de concentration flottant pour marins mammifères / Et autres innocents poissons». Du lourd et du piquant, dans le sillage de J. M. Coetzee, Prix Nobel de littérature parti à l'abordage des effarants et inutiles holocaustes imposés aux animaux par l'anthropocène d'une humanité prédatrice reine (*Elisabeth Costello, L'Abattoir de verre*).

Le poète est frétilant de mélancolie ironiquement désabusée et d'insoumis jeux de langue à mi-corps entre le fou du roi et les bardes de l'impertinence troussée chansons et poésie sonore (Didier Super, Francis Picabia, Charles Pennequin...). Son livre, *Poésie de gare*, est à son souvenir, «fruit de jaillissements à l'aube des beaux jours marins vacanciers. Qui dit mers suggère malheureusement massacre des espèces sans respect de la ressource». A l'image de la complainte de la perche victime de surpêche et son: «Impossible de filer / On va se faire griller / Che fera fera / Avec toi la fera», se déplie un monde minuscule aux enjeux majuscules. Il peut sembler livré aux *punchline* et *running gag*, s'il ne l'était par le truchement d'une écriture précise comme torpille. Elle résulte d'un habile travail sur la langue aux expressions triturées, inversées, tourneboulées. ■

Bertrand Tappolet

Pour découvrir les écrivain.e.s:
www.ed-des-sables.ch

Dormeurs de tous pays, unissez-vous!

THEATRE • «Squash» met en lumière le coaching du sommeil et son attaque par le capitalisme. Burlesque, erratique et touche-à-tout.

Il faut une bonne dose d'originalité pour tenter de mixer une conférence volubile sur la start-up nation se prolongeant dans des équations absurdes et du cabaret baroque. Le merveilleux fait ici lit commun avec le grotesque et l'étrange. Tel est le pari de *Squash* créé par la Compagnie 3 Points de suspension. Comment faire lever des images parlant à l'inconscient? Fidèle à ce principe, la performance se déroule en deux temps, une personne du public est d'abord endormie. Puis un rêve façon *Entertainment* (chants électro, variétés et opériques, danses chorales stylisées...) joué au plateau «pour redonner de la pêche au moi profond du spectateur cobaye, le faire sortir de son statut de *looser* dormeur, afin de devenir plus rentable, efficient», relève en interview le metteur en scène Nicolas Chapoulier. Dans ces états oniriques et indécidables d'ape-santeur fantomale, surréaliste et fantastique, la performance a la beauté fébrile d'une lutte pour une humanité affirmant son droit à ce bien com-

mun inaliénable, le sommeil

La comédie musicale issue d'un périple dans l'inconscient ainsi qu'équations absurdes sur les temps perdus et les désirs forment d'astucieuses mises en crise de l'injonction émanant de la novlangue marketing à profiter continuellement de tout. «L'opus parle davantage de comment rester éveillé, relativement à ce qui nous asservit, que de qui l'on est lors du dormir. Ainsi lorsque le patron de Netflix affirme que la dernière barrière entre lui et l'humanité, son ultime concurrent est le sommeil des gens. Ceci en termes de temps de cerveau disponible», détaille Nicolas Chapoulier. De l'autre, une manière parfois déconcertante de croiser parades oniriques bricolées au plateau. Avec force chenille géante gonflable inquiétante d'Aquaparc, jacuzzi fatal, bons mots, considérations anthropologiques sur le dodo, voie royale menant à l'inconscient selon Freud. Le metteur en scène se révèle un dialoguiste féru d'absurde, mêlant à l'acidité du canevas propre aux

meilleures comédies un peu de graveleux façon Les Nuls, d'hystérie monty-pythonesque.

Antoine Frammery campe un coach en sommeil productif, bonimenteur fragile et caustique, façon Seth Rogen, le fructueux filon de la comédienne hollywoodienne décalée. Son mantra néolibéral? «Dormir plus, pour produire plus... grâce à une nuitée générique d'une heure et demie». Défilent l'interrogatoire binaire que l'on croyait carbonisé jusqu'au dernier neurone posant: «Mer ou montagne», les apparitions d'êtres mythiques et folkloriques. Jusqu'au chevalier en armure poussant son air d'opérette. Des choristes retournés en ballet de sorcières, des sapins de la nativité aux jambes nues sont enrôlés pour des tableaux choraux. L'ensemble tire aussi son miel de l'univers de la post synchronisation et ses voix ralenties, triturées.

Roupillon contre exploitation

A la source de la création, deux auteurs éclairants sur notre époque:



Le sommeil réactif par l'inventivité d'un cabaret rêvé assurant l'émancipation du dormeur. Julien Gregorio

Jonathan Crary (*Le Capitalisme contre le sommeil*) et Yves Citton (*L'Economie de l'attention. Nouvel horizon du capitalisme?*) D'où un éloge paradoxal du sommeil et du rêve, subversifs dans leurs capacités d'arrachement à un présent enlisé dans des routines accélérées et mortifères, globalisées et rentabilisées. «Imaginer un futur sans capitalisme

du dormeur commence par des rêves de sommeil», écrit Crary. Mais dans *Squash*, notre attention précisément glisse parfois sur les objets d'observation et d'expérimentation. Sans que la magie loufoque et grave de l'ensemble n'en soit anesthésiée. ■

Bertrand Tappolet

Squash. Th. du Loup, jusqu'au 10 nov.
Rens.: www.theatreduloup.ch